



GEMEINSAM
für soziale
Gerechtigkeit

ENSEMBLE
pour la justice
sociale

INSIEME
per la giustizia
sociale

UNIA

Résolution

Pour une coopération internationale de la Suisse active et solidaire

En ce XXI^e siècle, l'humanité est confrontée à d'énormes défis : inégalités mondiales, pauvreté et famine, crise climatique, extinction d'espèces et développements technologiques non contrôlés telle l'intelligence artificielle. Ces problèmes ne peuvent se résoudre que par une coopération transfrontalière.

Mais c'est précisément maintenant, à ce moment critique de l'histoire de l'humanité, que des forces destructrices gagnent en influence en bien des endroits : partis xénophobes, régimes autoritaires et élites avides de profit. Les droits de l'homme et la démocratie sont en péril, les conflits internationaux s'intensifient, et la coopération multilatérale décline.

Pour la Suisse, cette situation comporte des risques non négligeables. La tentative de se protéger par le réarmement et le repli sur soi est une impasse. Il est temps que la Suisse rompe avec sa mentalité archaïque et arrête de se prendre pour un cas particulier, pour s'employer à développer sa tradition de politique étrangère humanitaire et solidaire.

Un ordre international fondé sur les droits politiques, sociaux et économiques de l'être humain, le droit international et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est dans l'intérêt vital de la Suisse. Chaque franc investi judicieusement dans la coopération internationale rapporte doublement à la Suisse : en renforçant à la fois ses relations internationales et un ordre mondial reposant sur des règles et fondé sur des valeurs. Il s'agit aussi de la contribution majeure que notre pays puisse apporter à une politique de sécurité viable.

Cependant, la politique d'austérité conduite par la majorité parlementaire bourgeoise va dans le sens contraire puisqu'elle a déjà supprimé plusieurs centaines de millions de francs pour la coopération internationale (CI) 2025-2028 et prépare de nouvelles coupes. C'est inacceptable.

Voilà pourquoi le Congrès d'Unia exige :

- **L'arrêt des plans d'austérité dans la CI** : les coupes mettent en danger les intérêts et la crédibilité de la Suisse.
- **Mettre la lutte contre la pauvreté au centre** : de nouvelles missions telles que la protection du climat ou l'aide à l'Ukraine ne doivent pas se faire au détriment des plus pauvres.
- **Renforcer le rôle humanitaire** : au lieu d'investir des milliards dans des avions de combat, la Suisse doit consacrer davantage de moyens à l'aide et à la résolution des conflits.
- **Renforcer Genève** en tant que centre international pour les droits de l'homme, la paix et le dialogue social.

Les régimes autoritaires aux États-Unis, en Chine, en Russie et ailleurs ébranlent l'ordre international. Il est d'autant plus important que les démocraties exigent le respect des droits de l'homme, du droit international et de la coopération. En tant qu'hôte du site de l'ONU à Genève, la Suisse est particulièrement bien placée pour cela.

La Suisse ne doit pas s'isoler. Elle doit maintenant s'engager en faveur d'une large alliance de coopération internationale solidaire, avec des mouvements et gouvernements démocratiques, des ONG et des syndicats.